

III 3250

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE



CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

**ORDONNANCE-LOI N° 93-002 DU 28 SEPTEMBRE 1993
RELATIVE A LA CONSTITUTION ET A L'ORGANISATION
DE LA BANQUE DU ZAIRE**

**ORDONNANCE-LOI N° 93-003 DU 28 SEPTEMBRE 1993
INSTITUANT UNE NOUVELLE UNITE MONETAIRE
EN REPUBLIQUE DU ZAIRE**

IV 3256
2
4376
2607
5112184

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE DU ZAIRE



CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

ORDONNANCE-LOI N° 93-002 DU 28 SEPTEMBRE 1993
RELATIVE A LA CONSTITUTION ET A L'ORGANISATION
DE LA BANQUE DU ZAIRE

ORDONNANCE-LOI N° 93-003 DU 28 SEPTEMBRE 1993
INSTITUANT UNE NOUVELLE UNITE MONETAIRE
EN REPUBLIQUE DU ZAIRE

S O M M A I R E

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

		<u>Pages</u>
1993		
28 septembre	- Ordonnance-Loi n° 93-002 relative à la constitution et à l'organisation de la Banque du Zaïre.....	7
	- Annexe : Statuts de la Banque du Zaïre.....	9
	- Ordonnance-Loi n° 93-003 instituant une nouvelle unité monétaire en République du Zaïre	
	- Exposé des motifs.....	25
	- Ordonnance-Loi.....	29
20 octobre	- Ordonnance n° 93-133 portant nomination des Membres du Conseil de la Banque du Zaïre.....	31

**ORDONNANCE-LOI N° 93-002 DU 28 SEPTEMBRE 1993
RELATIVE A LA CONSTITUTION ET A L'ORGANISATION
DE LA BANQUE DU ZAIRE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Loi n° 93-001 du 02 avril 1993 portant Acte Constitutionnel harmonisé relatif à la période de transition, spécialement son article 37, alinéa premier;

Revu, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'Ordonnance-Loi n° 67-264 du 23 juin 1967 portant modification du Décret-Loi du 23 février 1961 relatif à la constitution et à l'organisation de la Banque Nationale du Congo;

Considérant la nécessité d'adapter les statuts de la Banque du Zaïre aux réalités économiques, politiques et sociales actuelles du pays;

Le Conseil des Ministres entendu;

Vu l'urgence;

ORDONNE :

Article 1er :

Les dispositions de l'Ordonnance-Loi n° 67-264 du 23 juin 1967 portant modification du Décret-Loi du 23 février 1961 relatif à la constitution et à l'organisation de la Banque Nationale du Congo, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont abrogées.

Article 2 :

La Banque du Zaïre est organisée conformément aux statuts annexés à la présente Ordonnance-Loi.

Article 3 :

La présente Ordonnance-Loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Mbandaka, le 28 septembre 1993

MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZA BANGA

M a r é c h a l.

- 3) La Banque peut, dans les conditions prévues à l'article 48 (2), acquérir les immeubles nécessaires à ses services ou à son personnel.

Elle peut vendre et échanger lesdites propriétés selon les besoins de son exploitation ou, le cas échéant, les mettre en location.

- 4) La Banque peut accepter à titre de nantissement, d'hypothèque ou de dation en paiement, des immeubles ou d'autres biens pour couvrir ses créances douteuses ou en souffrance. Elle peut, aux mêmes fins, acquérir les immeubles et tous autres biens qui lui sont adjugés sous vente forcée, sous réserve que ces immeubles et ces biens soient aliénés dans l'année qui suit leur acquisition, à moins qu'ils ne soient utilisés pour les besoins de l'exploitation.

Article 5 :

La Banque agit conformément aux accords monétaires et financiers internationaux auxquels la République du Zaïre est partie.

Article 6 :

- 1) Le siège social de la Banque est établi à Kinshasa.
- 2) La Banque peut établir et supprimer des succursales et agences sur tout le territoire de la République du Zaïre et, au besoin, à l'étranger.
- 3) La Banque peut nommer et révoquer des agents et correspondants tant dans la République du Zaïre qu'à l'étranger.
- 4) En cas d'urgence, la Banque peut, par décision du Conseil de la Banque, dénommé ci-après "Le Conseil", transférer temporairement son siège en tout autre lieu.

TITRE II

Capital social, réserves et comptes de résultats

Article 7 :

- 1) Le capital social de la Banque s'élève à six millions de nouveaux zaires (NZ. 6.000.000,00).
- 2) Le capital de la Banque est détenu en totalité par l'Etat zaïrois.

- 3) Le capital de la Banque peut être augmenté ou diminué par décision du Gouvernement sur proposition du Conseil.

Article 8 :

L'exercice financier de la Banque commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Article 9 :

- 1) La Banque établit un compte de pertes et profits dans les trois mois qui suivent la clôture de chaque exercice financier.
- 2) Les bénéfices bruts sont constitués par les recettes d'exploitation desquelles sont déduites les dépenses d'exploitation. Les bénéfices nets sont constitués par les bénéfices bruts desquels sont déduits le montant des amortissements, les provisions pour créances irrécouvrables ou douteuses et les provisions extraordinaires qui pourraient être fixées par la Banque. Soixante pour cent des bénéfices nets de chaque exercice financier sont versés au compte de réserve générale, et le solde est crédité au compte du Trésor de la République.
- 3) Dès que le solde du compte de réserve générale atteint un montant équivalent au capital, et aussi longtemps qu'il se maintient à ce niveau, les bénéfices sont distribués comme suit :

* 20 % à des comptes de réserve spéciale;

* 80 % au bénéfice du Trésor de la République.

Article 10 :

- 1) Les bénéfices et pertes pouvant résulter de tout changement de la valeur des actifs nets de la Banque, en or et monnaies étrangères, à la suite de la modification de la parité de l'unité monétaire nationale ou de monnaie étrangère, sont exclus du compte annuel de pertes et profits.
- 2) Les pertes sont à la charge de l'Etat zaïrois. Les profits seront inscrits à un compte spécial dit "Compte de Réévaluation" et affectés à l'amortissement de la dette de l'Etat vis-à-vis de la Banque. Il ne pourra en être disposé autrement que par un accord spécial entre la Banque et le Gouvernement.

Article 11 :

Si, à un moment quelconque, le compte de réserve générale et les comptes de réserve spéciale sont épuisés, l'Etat zaïrois prend à sa charge les pertes nettes subies par la Banque.

Article 12

Avant le 30 juin de chaque année, le Gouverneur soumet au Président de la République et au Gouvernement le rapport sur les opérations de la Banque au cours de l'exercice écoulé.

Le bilan et le compte des pertes et profits, dûment signés et certifiés en application des articles 44 et 49 des présents statuts, sont annexés à ce rapport et publiés au Journal Officiel de la République du Zaïre.

TITRE III**L'unité monétaire et son pouvoir libératoire****Article 13**

1) L'unité monétaire de la République du Zaïre est le Nouveau Zaïre (symbole NZ).

2) Le Nouveau Zaïre est divisé en cent parties égales appelées "Nouveau Likuta" au singulier et "Nouveaux Makuta" au pluriel (symbole NK).

3) Le titre-or du zaïre ou son taux de change en devises étrangères est fixé par le Gouvernement, sur la recommandation de la Banque, en conformité avec les accords internationaux auxquels le Zaïre est partie. Il est publié au Journal Officiel de la République du Zaïre.

Article 14

1) La Banque jouit du privilège exclusif d'émission des billets, et de frappe des pièces pour la République du Zaïre, conformément à l'article 3 point a.

2) Les billets et les pièces sont libellés dans l'unité monétaire de la République du Zaïre, ou dans ses sous-unités.

Article 15

Les caractéristiques des billets émis et des pièces métalliques frappées par la Banque sont publiées dans le Journal Officiel de la République du Zaïre et dans d'autres publications de grande diffusion.

Article 16

1) Les billets émis par la Banque ont un pouvoir libératoire illimité pour l'extinction de toute dette publique ou privée.

2) La Banque peut, en accord avec le Gouvernement, et par avis publié en son nom dans le Journal Officiel de la République du Zaïre et dans d'autres publications de grande diffusion, déclarer que certaines coupures ou pièces cessent d'avoir cours légal à partir d'une date déterminée.

Cet avis doit accorder aux détenteurs des billets et monnaies devant être retirés, un délai raisonnable pour leur permettre de les échanger à la Banque contre toute autre monnaie. Passé ce délai, la Banque statuera sur toutes les demandes qui lui seront présentées.

3) Par dérogation à l'article 658 du Livre III, Titre XII du Code Civil Zaïrois, le droit de revendication n'est pas applicable aux billets de banque et pièces de monnaie ayant cours légal sur le territoire de la République du Zaïre, lorsque le possesseur est de bonne foi.

Article 17

La Banque stipule les conditions dans lesquelles les billets mutilés, détériorés ou défectueux, sont échangés à ses guichets.

Article 18

Toutes les opérations qui impliquent une prestation monétaire dans la République du Zaïre sont présumées être exprimées, en zaïres, sauf convention contraire et juridiquement valable entre les parties.

Article 19

1) La Banque est tenue d'avoir à son actif une réserve en or, devises ou valeurs étrangères, conformément aux dispositions du paragraphe 2 du présent article.

2) Le Conseil désigne les devises étrangères qui peuvent constituer la réserve d'or et de valeurs indiquée au paragraphe 1 du présent article. Il peut d'autre part, après consultation du Fonds Monétaire International, et dans la mesure où il le juge approprié, inclure dans cette réserve tout droit de tirage disponible sur le plan international.

- 3) La Banque maintient la réserve en or, devises ou valeurs étrangères à un niveau suffisant pour faire face aux besoins de paiements extérieurs de la République du Zaïre.

En cas d'insuffisance desdites réserves et uniquement pour améliorer la trésorerie en devises, elle peut acheter, détenir, vendre, exporter quelques matières précieuses, notamment l'or et le diamant, dans les limites compatibles avec les besoins de paiements extérieurs de la République du Zaïre.

TITRE IV

Relations avec les pouvoirs publics

Article 20 :

- 1) La Banque remplit les fonctions de caissier et de banquier de l'Etat.
- 2) La Banque peut remplir les fonctions de caissier des subdivisions administratives et organismes publics et semi-publics en application, et conformément aux termes des conventions spéciales conclues entre la Banque d'une part, les subdivisions et les organismes intéressés d'autre part.

Article 21 :

En application de l'article 20 des présents statuts, la Banque :

- a) accepte et effectue les paiements pour compte de l'Etat. La Banque peut, à cette fin, désigner les banques ou institutions financières habilitées à agir en son nom et pour son compte dans les localités où elle n'a pas de succursale;
- b) administre tout compte spécial de l'Etat, en accord avec le ministère intéressé;
- c) assure le service de la dette publique;
- d) décaisse, transfère, perçoit ou détient pour compte de l'Etat tous chèques, lettres de change et valeurs mobilières et autres valeurs;
- e) achète, vend, transfère ou détient pour compte de l'Etat tous chèques, lettres de change, valeurs mobilières et autres valeurs;

- f) perçoit le produit, en principal ou intérêts, résultant de la vente de toute valeur pour le compte de l'Etat ou revenant à l'Etat en sa qualité de détenteur de valeurs.

Article 22 :

- 1) En vue de permettre à l'Etat de faire face aux fluctuations de ses recettes ordinaires, la Banque peut consentir à l'Etat des avances directes, à condition que le montant total de ces avances n'excède à aucun moment 15 % des recettes fiscales annuelles moyennes calculées sur la base des trois derniers exercices. Ces avances directes ne peuvent, au cours du même exercice financier de la Banque, être consenties pendant plus de 300 jours au total, consécutifs ou non. Le taux d'intérêt de ces avances directes doit être convenu entre le Ministre des Finances et la Banque, en tenant compte du coût du loyer de l'argent au Zaïre.
- 2) La Banque peut acquérir et céder sur le marché monétaire des bons librement négociables émis par le Trésor, à un an d'échéance au plus à partir de leur date d'émission.
- 3) La Banque peut accepter les bons du Trésor du type mentionné au paragraphe 2 du présent article en nantissement d'avances consenties par elle à des banques ou à des institutions financières inscrites dans les conditions prévues à l'article 31.
- 4) Le volume des bons du Trésor librement négociables détenus par la Banque, conformément aux paragraphes 2 et 3 ci-dessus, ne peut, à aucun moment, excéder 20 % de la moyenne des recettes annuelles perçues par l'Etat, calculée sur la base des trois dernières années fiscales connues.
- 5) Ne sont pas prises en considération pour le calcul des plafonds de crédit prévus aux paragraphes 1 à 4 du présent article, les avances consenties par la Banque au Trésor en application de conventions spéciales entre le Ministre des Finances et la Banque relatives aux opérations avec le Fonds Monétaire International.
- 6) La Banque peut, sur ses fonds propres, prendre des participations dans des organismes ou entreprises à caractère financier créés ou approuvés par le Gouvernement dans le but de favoriser le développement économique du pays ainsi qu'acquérir des obligations émises par ces organismes ou entreprises.

- 7) Sauf aux cas prévus par le présent article et par l'article 30, paragraphe 2, la Banque ne peut, directement ou indirectement, accorder de crédit à l'Etat, aux subdivisions administratives et aux organismes ou entreprises publics ou semi-publics.
- 8) La Banque ne peut garantir, en aucun cas, des dettes et engagements de l'Etat, des subdivisions administratives et des organismes ou entreprises publics ou semi-publics.

Article 23 :

- 1) Le Gouvernement demande l'avis de la Banque à l'occasion de toute mesure ou décision de caractère monétaire ou financier.
- 2) La Banque donne son avis sur toute question de nature à affecter l'accomplissement de son rôle tel qu'il est défini aux articles 2 et 3 des présents statuts.
- 3) Le Gouverneur ou le Vice-Gouverneur participe, à titre consultatif, aux réunions du Gouvernement lors de la discussion des projets ayant trait à la politique monétaire, du crédit et des changes.

TITRE V**Réglementation et contrôle du crédit****Article 24 :**

- 1) La Banque fixe le taux d'intérêt auquel elle escompte ou réescompte les effets.
- 2) La Banque peut fixer un taux d'intérêt différent pour chaque catégorie d'opérations.

Article 25 :

La Banque peut fixer le maximum du taux d'intérêt que les banques et autres institutions financières autorisées peuvent :

- a) appliquer aux prêts et avances de toutes sortes et à toutes autres opérations de crédit;
- b) consentir aux différentes catégories de dépôts.

Article 26 :

- 1) La Banque peut exiger que les banques et institutions finan-

cières inscrites maintiennent en dépôt chez elles une fraction de leurs propres dépôts exigibles. Ces dépôts ne peuvent faire l'objet d'aucun emploi. Des coefficients différents peuvent être fixés pour les dépôts à vue, à terme ou d'épargne.

- 2) La Banque peut imposer aux banques dont les dépôts chez elle n'atteindraient pas le minimum fixé une pénalité calculée en fonction de l'insuffisance et dont le taux n'excèdera pas 1 % par jour.

Article 27 :

- 1) Toutes les fois qu'elle le juge nécessaire au bon contrôle du crédit, la Banque peut, au regard des prêts, avances ou investissements des banques et institutions financières inscrites :
- a) définir l'objet pour lequel ils peuvent ou ne peuvent pas être consentis;
- b) arrêter le délai maximum des échéances ou, dans les cas de prêts, avances ou lettres de crédit, déterminer le type et le montant des nantissements requis;
- c) fixer des plafonds à toutes catégories de prêts, d'avances et d'investissements ainsi qu'au volume des encours.
- 2) La Banque peut imposer aux banques, dont les crédits dépasseraient les plafonds fixés, une pénalité calculée en fonction de l'excédent et dont le taux ne sera pas supérieur à 1 % par jour.

Article 28 :

Les directives émises par la Banque relatives à la réglementation et au contrôle du crédit n'ont pas d'effet rétroactif et peuvent, soit s'appliquer uniformément à toutes les banques et institutions financières inscrites, soit aux seules banques et institutions qui traitent les opérations de crédit régies par lesdites directives.

TITRE VI

Relations avec les banques et autres institutions financières inscrites

Article 29 :

La Banque détermine, en général, les termes et conditions auxquels elle traite avec les banques et autres institutions financières inscrites.

Article 30 :

1) La Banque peut entreprendre avec les banques et d'autres institutions financières inscrites des opérations portant sur le réescompte, l'escompte, l'achat ou la vente de lettres de change, de billets à ordre et autres instruments de crédits portant au moins deux signatures valables dont une devra être celle d'une banque ou d'une institution financière inscrite, dont l'échéance n'excèdera pas 180 jours à compter de la date de leur réescompte ou acquisition par la Banque, et qui concernent des transactions ayant trait à :

- a) l'importation, l'exportation, le transit et les opérations locales sur marchandises;
 - b) l'emmagasiner de marchandises et de denrées non périssables assurées et déposées dans les entrepôts autorisés ou dans d'autres locaux approuvés par la Banque;
 - c) la production industrielle, minière ou agricole. Si la Banque le juge conforme à l'intérêt de l'économie nationale, elle peut déclarer réescomptables des effets négociables couvrant ces productions, d'un terme inférieur à 270 jours. La Banque peut exiger que les documents ou effets par elle détenus à la suite d'une opération entreprise en vertu du présent paragraphe soient complétés par une garantie, un nantissement ou warrant portant sur les produits ou récoltes qui en bénéficieraient.
- 2) Pour favoriser le développement et l'équipement du pays, la Banque peut réescompter aux banques et autres institutions financières inscrites des effets représentatifs de crédits à moyen terme, ne dépassant pas 5 ans d'échéance. Le réescompte de ces effets doit avoir fait l'objet d'un accord préalable de la Banque. Le montant total des effets faisant l'objet d'un tel accord ne peut dépasser 5 % du montant des engagements à vue de la Banque, à l'exclusion des dépôts des banques à la fin du douzième mois précédant la date de l'accord préalable.

Article 31 :

La Banque peut consentir des avances ou des prêts aux banques et d'autres institutions financières inscrites pour des périodes fixées qui ne pourront excéder 180 jours et contre le dépôt en garantie :

- a) d'instruments de crédit visés à l'article 30 des présents statuts, ou
- b) de bons du Trésor négociables émis par le Gouvernement, sous réserve des restrictions prévues au paragraphe 4 de l'article 22 des présents statuts.

Article 32 :

- 1) La Banque accepte les dépôts des banques et institutions financières autorisées et effectue les recouvrements en leur nom.
- 2) La Banque peut fournir aux banques et institutions financières inscrites les services qu'elle juge appropriés.

TITRE VII**Opération sur or, argent, autres matières précieuses et devises étrangères****Article 33 :**

- 1) La Banque peut acheter, vendre ou recevoir en dépôt des devises étrangères sous toutes formes, au comptant et à terme, sans que cette faculté entraîne pour elle un risque commercial.
- 2) La Banque peut maintenir des comptes en devises étrangères auprès d'autres banques centrales et de ses propres agents et correspondants à l'étranger. Elle peut, à son gré, investir les soldes de ces comptes en valeurs étrangères aisément négociables.
- 3) La Banque peut se faire consentir des crédits à l'étranger.

Article 34 :

La Banque peut importer, exporter, acheter, vendre et détenir de l'or et de l'argent, et plus généralement effectuer toute opération sur l'or, l'argent et d'autres matières précieuses.

Article 35 :

- 1) La Banque peut désigner ses intermédiaires pour les opérations sur l'or, les matières précieuses et les devises étrangères.

2) La Banque édicte les normes et règlements concernant les opérations sur l'or et les devises étrangères.

Article 36 :

La Banque adopte toute mesure nécessaire pour garantir que les cours auxquels s'effectuent les opérations courantes en devises étrangères sont conformes aux limites prescrites par les accords internationaux engageant la République du Zaïre.

Article 37 :

La Banque assure l'exécution des lois sur le contrôle des changes.

Article 38 :

La Banque intervient dans la négociation de tout accord international comportant des modalités de paiement.

TITRE VIII

Organisation et gestion de la Banque

Article 39 :

Le Conseil de la Banque est l'organe suprême qui établit la politique de la Banque et en contrôle la gestion.

Article 40 :

Le Conseil est présidé par le Gouverneur et comprend, outre celui-ci, le Vice-Gouverneur, le Représentant du Gouvernement et six Conseillers au plus.

Le Représentant du Gouvernement peut suspendre toute décision du Conseil et fait, dans ce cas, rapport au Gouvernement qui en informe le Président de la République par un avis motivé.

Si la suspension ne fait pas l'objet d'une confirmation par le Président de la République dans les huit jours qui suivent la réunion du Conseil au cours de laquelle la décision en cause a été prise, celle-ci devient applicable de plein droit.

Article 41 :

1) Le Gouverneur et le Vice-Gouverneur sont nommés par le Président de la République, sur proposition du Gouvernement, pour un terme renouvelable de cinq ans.

2) Le Représentant du Gouvernement et les Conseillers sont nommés par le Président de la République, sur proposition du Gouvernement, pour un terme renouvelable de quatre ans.

3) Les émoluments du Gouverneur, du Vice-Gouverneur et les jetons de présence du Représentant du Gouvernement et des Conseillers sont fixés par le Président de la République, sur proposition du Gouvernement.

Article 42 :

Le statut des membres du Conseil est régi par un Règlement Intérieur.

Article 43 :

1) Le Gouverneur réunit le Conseil au moins une fois par mois.

2) A la demande motivée de deux membres du Conseil, le Gouverneur est tenu de convoquer le Conseil dans les plus brefs délais.

3) Six membres du Conseil constituent le quorum. Cependant, aucune séance ne peut être valablement tenue sans la présence du Gouverneur ou du Vice-Gouverneur.

4) Seul le vote affirmatif de la majorité des membres présents valide une décision formelle du Conseil.

5) En cas de parité de voix, le Président de séance a voix prépondérante.

Lors de toute séance du Conseil, le Président peut interpréter les vues du Conseil sans avoir à procéder à un scrutin formel, à moins qu'un Conseiller ou le Représentant du Gouvernement ne le demande.

Article 44 :

1) Le Gouverneur dirige et contrôle la gestion et les opérations de la Banque conformément aux dispositions des présents statuts et aux décisions du Conseil.

Il dirige et surveille l'ensemble des services de la Banque.

Il nomme et révoque le personnel.

- 2) Le Gouverneur est le représentant de la Banque et, en cette qualité, dispose des pouvoirs suivants :
 - a) représenter la Banque dans tous ses rapports et relations avec les tiers, y compris le Gouvernement;
 - b) représenter la Banque en justice;
 - c) signer, seul ou conjointement avec d'autres personnes, les contrats conclus par la Banque, les billets et valeurs émis par la Banque, les rapports annuels, bilans et comptes des pertes et profits, la correspondance et autres documents de la Banque;
 - d) déléguer les pouvoirs qui lui sont conférés par les dispositions des paragraphes a), b) et c) du présent article à des fonctionnaires de la Banque.
- 3) Le Gouverneur consulte le Conseil avant toute décision importante de politique monétaire.
Il tient le Conseil régulièrement informé de l'évolution de la situation économique et financière du pays et du mouvement des postes du bilan de la Banque.
Il peut soumettre à l'approbation du Conseil les projets de décisions et résolutions qu'il juge nécessaires à l'accomplissement de la mission et de la politique de la Banque, ainsi que les conditions d'emploi, les traitements et allocations et la durée de service de tous les membres du personnel de la Banque.
- 4) Le Conseil peut, à sa discrétion, déléguer au Gouverneur tout ou partie de ses pouvoirs pour une durée et dans les conditions que le Conseil juge appropriées.

Article 45 :

- 1) Dans les cas d'urgence qui ne permettent pas la convocation du Conseil, le Gouverneur peut, avec l'accord soit du Représentant du Gouvernement, soit d'un membre du Conseil, prendre toute décision ou mesure conformément aux pouvoirs du Conseil, ainsi que suspendre provisoirement toute décision ou résolution antérieure de celui-ci.
- 2) Lorsque le Gouverneur a pris des mesures d'urgence conformément aux pouvoirs qui lui sont conférés par le paragraphe 1 du présent article, il doit convoquer au plus tôt une réunion du Conseil afin d'expliquer les mesures prises et justifier l'a-

bandon des procédures normales. Le Conseil ratifie, modifie ou annule, après examen, les décisions du Gouverneur.

Article 46 :

- 1) Les mandats du Gouverneur, du Vice-Gouverneur, de Conseiller et des Commissaires aux Comptes sont incompatibles avec un mandat législatif ou avec la qualité de membre du Gouvernement.
- 2) Les mandats du Gouverneur et du Vice-Gouverneur sont incompatibles avec la qualité de membre du Parlement ou du Gouvernement.
Cette incompatibilité ne s'applique toutefois pas aux fonctions suivantes : Conseiller ou membre d'un comité ou d'une commission d'intérêt public, professeur d'université, arbitre dans une procédure d'arbitrage, membre du comité de direction d'un organisme public de crédit, membre du comité de direction d'un organisme international dont la République du Zaïre est membre.
- 3) Le Gouverneur et le Vice-Gouverneur ne peuvent, durant leur mandat et pendant un an après la fin de celui-ci, participer à aucune entreprise quelle qu'elle soit. A moins qu'ils n'acceptent une autre fonction publique rémunérée, ils ont droit à l'intégralité de leur traitement durant l'année qui suit la fin de leur mandat.

Article 47 :

Le Conseil fixe les conditions d'emploi, les traitements, les allocations et la durée de service de tous les membres du personnel de la Banque.

Article 48 :

- 1) Le Conseil adopte les règlements qu'il juge nécessaire à la bonne exécution du mandat confié au Conseil et à la Banque par les présents statuts.
- 2) Le Conseil autorise toute dépense qu'il estime justifiée et nécessaire à la bonne administration de la Banque; il décide de l'acquisition des immeubles nécessaires à l'établissement des services et du personnel.
- 3) Les décisions particulières de la Banque sont notifiées directement aux intéressés. Les décisions générales font l'objet d'une publication par voie de circulaire ou par inscription au Journal Officiel de la République du Zaïre.

Article 49 :

- 1) Le Président de la République, sur recommandation du Gouvernement, nomme trois Commissaires aux Comptes qui sont chargés d'examiner les livres, d'apurer les comptes de la Banque et de certifier le bilan annuel et le compte des pertes et profits.
- 2) L'indemnité des Commissaires aux Comptes est fixée par le Président de la République, sur proposition du Gouvernement.

**VU POUR ETRE ANNEXE A L'ORDONNANCE-LOI N° 93-002
DU 28 SEPTEMBRE 1993 RELATIVE A LA CONSTITUTION
ET A L'ORGANISATION DE LA BANQUE DU ZAIRE.**

MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZA BANGA

Maréchal.

**ORDONNANCE-LOI N° 93-003 DU 28 SEPTEMBRE 1993
INSTITUANT UNE NOUVELLE UNITE MONETAIRE EN REPUBLICUE DU ZAIRE.**

EXPOSE DES MOTIFS.

Depuis plus d'une décennie, les déséquilibres fondamentaux de l'économie zairoise persistent avec une forte accentuation au cours de ces trois dernières années, nonobstant les multiples programmes mis en oeuvre pour les enrayer.

Au plan de l'économie réelle, l'activité est caractérisée par la dégradation du PIB constant et la persistance de l'hyperinflation.

La gestion des finances publiques reste affectée par des dérèglements importants impliquant des déficits budgétaires chroniques financés presque exclusivement par les avances de la Banque Centrale.

La situation des paiements extérieurs se ressent de la contraction continue des recettes d'exportation et de la quasi-absence d'aides extérieures ayant comme conséquences l'accumulation des arriérés de la dette extérieure et les dépréciations cumulatives de la monnaie nationale.

Les perturbations de la situation monétaire, au cours de cette période, ont débouché, dès novembre 1991, sur la crise des signes monétaires. Celle-ci s'est traduite par l'incapacité du système bancaire à répondre aux demandes de fonds exprimées par la clientèle tant sous forme de retraits dans les comptes que d'obtention de la partie du crédit levée en espèces.

Plusieurs conséquences résultent de cette situation à savoir : le tarissement des dépôts primaires sous forme de versements en espèces, le gonflement démesuré de la monnaie scripturale, le rétrécissement inconsidéré des crédits accordés aux entreprises et aux particuliers ainsi que la baisse des investissements.

Au niveau de la Banque du Zaïre, il y a lieu de souligner l'incapacité de l'Institut d'Emission à assurer la couverture en billets de banque des dépôts disponibles des banques commerciales.

La pénurie persistante et accentuée des billets de banque a contraint la Banque Centrale à procéder à l'émission des billets à valeurs faciales élevées, sans toutefois résoudre fondamentalement le problème.

La crise de numéraires s'est accentuée au cours de l'année 1993 produisant des effets néfastes sur plusieurs plans :

Au plan de la production, elle a provoqué la paralysie des activités suite à l'incapacité du système bancaire à assurer le financement adéquat de l'économie.

Sur le plan strictement monétaire, elle a exacerbé l'inconvertibilité des dépôts et de ce fait a favorisé l'émergence du marché d'échange du zaïre-scriptural contre le zaïre-espèce.

De même, cette situation a conduit à l'apparition des nouveaux compartiments du marché parallèle des changes dans lesquels les taux sont différenciés selon la valeur faciale des coupures ou selon le mode de paiement.

Sur le plan financier, elle a aggravé la marginalisation des banques dans leur rôle d'intermédiaires financiers et du chèque comme instrument de paiement.

Enfin, sur le plan social, elle a donné lieu à l'accumulation des arriérés de salaires détériorant davantage les conditions de vie déjà précaires d'une large couche de la population.

Aussi, pour résoudre définitivement le problème des perturbations de la situation monétaire et relancer ainsi l'économie du pays, le Gouvernement a-t-il décidé de procéder à une réforme monétaire afin de faciliter notamment :

- le dénouement des transactions exigeant d'énormes quantités d'espèces telles les opérations relatives à l'exploitation de l'or et du diamant artisanal;

- le transport commode des sommes d'argent;
- la résorption rapide de la grave crise de confiance qui affecte le système bancaire zaïrois ;
- la couverture, en temps opportun, de l'imposante enveloppe salariale de la Fonction Publique;
- la réhabilitation du crédit accordé aux entreprises et aux particuliers.

ORDONNANCE-LOI

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Loi n° 93-001 du 02 avril 1993 portant Acte Constitutionnel harmonisé relatif à la période de transition, spécialement son article 37, alinéa premier;

Vu l'Ordonnance-Loi n° 93-002 du 28 septembre 1993 relative à la constitution et à l'organisation de la Banque du Zaïre;

Revu l'Ordonnance-Loi n° 67-266 du 23 juin 1967 instaurant une nouvelle unité monétaire au Congo;

Revu l'Ordonnance-Loi n° 83-024 du 12 septembre 1983 relative à l'unité du Zaïre-monnaie;

Considérant la réforme monétaire initiée par la Banque du Zaïre, en accord avec le Gouvernement, en vue de résoudre le problème des perturbations de la situation monétaire et de relancer l'économie du pays;

Le Conseil des Ministres entendu;

Vu l'urgence;

ORDONNE :

Article 1er :

Il est institué en République du Zaïre, à dater de la promulgation de la présente Ordonnance-Loi, une nouvelle unité monétaire dénommée "Nouveau Zaïre", dont la valeur est égale à (3) trois millions de zaïres anciens.

Son symbole est constitué par les lettres "NZ" majuscule.

Article 2 :

Le Nouveau Zaïre est divisé en cent parties égales appelées "Nouveau Likuta" au singulier et "Nouveaux Makuta" au pluriel.

Le symbole du Nouveau Likuta est formé des lettres "NK" majuscule.

Article 3 :

Le premier cours applicable aux opérations de la Banque du Zaïre, à dater de l'entrée en vigueur de la présente Ordonnance-Loi, est de 0,23 DTS pour un Nouveau Zaïre, soit l'équivalent de 0,33 dollar américain.

Article 4 :

Les anciens billets conservent leur cours légal, avec pouvoir libératoire illimité, et circulent simultanément avec les nouveaux billets jusqu'à une période d'un mois à dater de l'entrée en vigueur de la présente Ordonnance-Loi.

Article 5 :

Le Gouvernement et la Banque du Zaïre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution de la présente Ordonnance-Loi.

Article 6 :

La présente Ordonnance-Loi entre en vigueur à la date de sa promulgation.

Fait à Mbandaka, le 28 septembre 1993

MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZA BANGA

M a r é c h a l.

**ORDONNANCE N° 93-133 DU 20 OCTOBRE 1993
PORTANT NOMINATION DES MEMBRES DU CONSEIL
DE LA BANQUE DU ZAIRE**

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu la Loi n° 93-001 du 02 avril 1993 portant Acte Constitutionnel harmonisé relatif à la période de transition, spécialement ses articles 45 et 56;

Vu l'Ordonnance-Loi n° 93-002 du 28 septembre 1993 relative à la constitution et à l'organisation de la Banque du Zaïre, spécialement les articles 40, alinéa 1er, et 41, alinéas 1 et 2 de ses statuts;

Sur proposition du Gouvernement;

O R D O N N E :

Article 1er :

Sont nommés membres du Conseil de la Banque du Zaïre, Messieurs :

1. BUHENDWA bwa MUSHABA, Gouverneur de la Banque du Zaïre
2. NDIANG KABUL, Vice-Gouverneur
3. MBUYU BANZE, Représentant du Gouvernement
4. BOSSEKOTA w'ATSHIA, Membre
5. LENGEMA DAULI, Membre
6. LUBOYA DIYOKA, Membre
7. LUKOMBE NGHENDA, Membre
8. MUJINGA LAME TEZE, Membre
9. NDELE MBAMU, Membre.

Article 2 :

La présente Ordonnance entre en vigueur à la date de sa signature.

Fait à Gbado-Lite, le 20 octobre 1993

MOBUTU SESE SEKO KUKU NGBENDU WA ZA BANGA

M a r é c h a l.